

Sociabilités générationnelles et légitimité politique alternative dans l'ancienne banlieue rouge

David Gouard

Numéro 71, printemps 2014

La participation sociale et politique au quotidien

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1024739ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1024739ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gouard, D. (2014). Sociabilités générationnelles et légitimité politique alternative dans l'ancienne banlieue rouge. *Lien social et Politiques*, (71), 71–87. <https://doi.org/10.7202/1024739ar>

Résumé de l'article

Cet article analyse la trajectoire sociopolitique d'un acteur issu de l'immigration algérienne en France à partir d'une enquête de type ethnographique menée dans une ancienne Cité de la « banlieue rouge », autrefois haut-lieu de l'identité ouvrier-communiste. À travers un engagement associatif doublé d'une intervention dans le champ politique local, l'entreprise conduite par ce jeune homme tout au long de la décennie 2000 éclaire les fondements éminemment sociaux de sa légitimation politique. C'est en effet au plus près des réseaux de sociabilités générationnelles qu'il est parvenu à politiser tout un pan des nouveaux milieux populaires en situation de désaffiliation à l'égard de l'ordre sociopolitique traditionnel.

Sociabilités générationnelles et légitimité politique alternative dans l'ancienne banlieue rouge

DAVID GOUARD

Chercheur

Postdoctorant en sociologie

politique

Institut des sciences sociales du

politique

Université Paris Ouest Nanterre La

Défense

Depuis une dizaine d'années, la vie politique française met de plus en plus à l'honneur les acteurs issus de la « diversité » (Simon et Escafré-Dublet, 2009). De fait, avant même que cette appellation ne connaisse un tel engouement politico-médiatique, un nombre croissant d'acteurs politiques issus de l'immigration ont émergé depuis les années 1990. Le cas est particulièrement visible chez les descendants d'immigrés originaires des anciennes colonies françaises en Afrique, qu'il s'agisse des pays du Maghreb ou de la région subsaharienne.

Ambivalente en plus d'être floue (Béréni et Jaunait, 2009), cette catégorie de la « diversité » peut aussi bien recouper une diversité d'origine ethnique, de religion ou bien encore de « quartier » (Avanza, 2010). Force est d'ailleurs de constater qu'à l'occasion des campagnes électorales un nombre significatif de ce type de candidatures provient des quartiers populaires des grandes agglomérations françaises où les citoyens issus de l'immigration, et tout particulièrement de pays où l'islam est la religion majoritaire, sont surreprésentés. Ce fait renvoie aux métamorphoses sociodémographiques touchant ces espaces depuis la fin des années 1970 et aux nouvelles problématiques qui s'y sont déployées (Fassin et Fassin, 2006 ; Cortéséro, 2012). Le phénomène de promotion de la diversité est particulièrement net en Île-de-France (Cartier *et al.*, 2010). Face aux importantes difficultés rencontrées par les organisations partisans de gauche, comme le Parti socialiste et le Parti communiste français (PCF), à intégrer les nouvelles classes populaires, beaucoup des figures de la « diversité » ont d'abord émergé dans une logique contestataire (Masclét, 2003). Les territoires de l'ancienne « banlieue rouge » où l'essentiel du militantisme et de la politisation était autrefois monopolisé par le réseau communiste fournissent d'excellents terrains

d'étude pour observer ce type de situation. En effet, avec la fin de l'écosystème industriel, ces anciens territoires ouvriers autour de Paris se sont profondément transformés, tant d'un point de vue sociodémographique que culturel. Dans une logique de segmentation sociospatiale s'opérant à l'intérieur même du territoire communal, on assiste à des mouvements de contestation de l'autorité politique traditionnelle dans les quartiers les plus populaires (Gouard, 2014).

Les propriétés sociales et culturelles constituent une variable particulièrement discriminante dans les probabilités de succès de l'engagement politique de ce type de candidat issu de la diversité. Si la majorité d'entre eux disparaissent rapidement du paysage politique, d'autres parviennent en revanche à engager une carrière politique en rejoignant la plupart du temps des structures partisans plus reconnues leur permettant de sortir de leur statut initial d'*outsider*. Dans les quartiers populaires, ces représentants politiques ont très souvent fait valoir leur légitimité en s'appuyant sur ce qu'Olivier Masclet nomme le « capital social local », c'est-à-dire leur réseau de relations et d'interconnaissances à l'échelle locale (Masclet, 2003 : 186). Ainsi, lors des échéances électorales, ces candidats sont très souvent l'émanation de réseaux de sociabilité locale (Cartier *et al.*, 2010 : 180).

Afin de voir dans quelle mesure se construit un leadership politique au sein des espaces urbains marqués par la diversité, on peut dès lors s'interroger plus spécifiquement sur le processus de construction de ce capital social local. Pour y répondre, cet article se propose de procéder à une étude de cas dans une perspective configurationnelle telle que l'entend Élias (1991). Inscrite dans un plan de recherche ethnographique, la pensée par cas s'attache à comprendre la singularité d'un cas tout en restituant l'histoire dont elle est le produit et le contexte qui la rend possible (Passeron et Revel, 2005). Cette approche rend ainsi compte de mouvements collectifs et historiques plus larges que le simple destin individuel (Haegel et Lavabre, 2010). Loin des explications spéculatives sur les réussites et échecs politiques, il s'agit alors d'interroger empiriquement la genèse sociale d'une éligibilité (Abélès, 1989).

Cet article va ainsi se concentrer sur la trajectoire sociopolitique de Mehdy Belabbas, enfant d'immigrés algériens de la Cité populaire Youri-Gagarine située à Ivry-sur-Seine. Cette ville figure aujourd'hui parmi les bastions communistes les plus résistants dans l'ancienne banlieue rouge. En 2008, à l'occasion des dernières élections municipales, dans un contexte d'ouverture des listes de gauche à la « diversité » (Cartier *et al.*, 2010 ; Geisser et Soum, 2008 : 173-175), ce jeune homme d'une trentaine d'années a été élu en tant qu'adjoint au maire sur une liste d'union des principales composantes de la gauche. Après avoir entrepris son engagement politique par un leadership associatif, il s'est progressivement affirmé comme l'un des principaux concurrents au pouvoir politique majoritaire. La présentation de sa situation avant son élection en 2008, intervenue

comme une reconnaissance de son travail militant et comme un renforcement de son autorité, permet d'interroger les conditions sociospatiales de son entreprise de légitimation politique fondée sur sa familiarité auprès des plus jeunes générations.

Les différents matériaux mobilisés sont issus d'une enquête de type ethnographique réalisée dans ce quartier populaire entre 2006 et 2008 et complétée par plusieurs retours épisodiques sur le terrain jusqu'aux élections législatives du printemps 2012 à l'occasion desquelles Mehdy Belabbas s'était une nouvelle fois proposé aux suffrages¹. Par une présence quotidienne au long cours sur le terrain de recherche, des dizaines d'observations ont permis d'identifier les sociabilités locales (Céfaï, 2010) : fêtes de quartier, réunions publiques, campagnes électorales, mais aussi les nombreux entretiens effectués auprès de Mehdy Belabbas ainsi que des témoignages de résidents. Seront également mentionnés certains résultats électoraux et résultats de questionnaires distribués à la sortie du bureau de vote du quartier lors de différents scrutins². Après avoir précisé les profondes transformations affectant la configuration sociopolitique de ce quartier populaire depuis le début des années 1980, nous reviendrons sur l'action de porte-parole générationnel revendiquée par ce jeune, avant de traiter finalement la question plus générale de la politisation en milieu populaire.

TRANSFORMATION D'UN QUARTIER POPULAIRE DE LA BANLIEUE ROUGE

La configuration sociale et politique du quartier Youri-Gagarine a profondément évolué depuis la construction de la Cité au début des années 1960. Tout au long des décennies 1960 et 1970, cette Cité était un haut foyer de soutien aux représentants communistes. Dès les années 1920, la municipalité communiste avait conçu ce type de Cité ouvrière comme un espace laboratoire où se conjuguait l'amélioration objective des conditions de vie des familles et l'adhésion collective à la lutte des classes (Fourcaut, 1986 : 22-26). Qu'il s'agisse des élections locales ou nationales, les candidats communistes enregistraient en moyenne les deux tiers des suffrages exprimés avec un niveau de participation électorale particulièrement élevé³. En la matière, l'organisation communautaire de ce

-
1. Cette étude a été réalisée dans le cadre d'un doctorat en science politique. Voir David Gouard, *La « Banlieue rouge » face au renouvellement des générations. Une sociologie politique des cités Maurice Thorez et Youri Gagarine à Ivry-sur-Seine*, Université Montpellier 1, thèse de doctorat de science politique, 2011.
 2. Le dispositif a été mis en place pour le premier tour de l'élection présidentielle et des élections législatives de 2007, le premier tour des élections municipales de 2008 et le premier tour des élections législatives de 2012. Au total, 830 questionnaires ont été collectés sur les 1 609 votants comptabilisés, soit un taux de réponse moyen de 51,6%.
 3. Au bureau de vote de cette cité, sur la période 1963-1978, le niveau de participation moyen aux premiers tours pour l'ensemble des scrutins était de 82 %.

quartier ouvrier participait d'un certain conformisme électoral favorable au parti politique dominant.

Sous l'égide du communisme municipal, les différentes structures d'encadrement formaient le creuset d'intégration sociale et politique d'une masse considérable de familles. Par leurs activités quotidiennes auprès des travailleurs, les militants communistes formaient des «groupes inducteurs» décisifs dans la politisation de cette classe ouvrière (Simon, 1964 : 67) évoluant dans un espace où se confondaient les sociabilités populaires et les sociabilités partisans (Mischi, 2010).

À partir du début des années 1980, à l'instar d'un grand nombre de quartiers constitutifs de l'ancienne banlieue ouvrière de Paris (Braconnier et Dormagen, 2007), ce quartier populaire s'est profondément transformé. Dans une logique de segmentation sociospatiale affectant les territoires de l'ancienne banlieue rouge (Bacqué et Fol, 1997 ; Gouard, 2014), le quartier Youri-Gagarine a été touché par la vague de stigmatisation qui a frappé les banlieues populaires des grandes agglomérations françaises (Dubet et Lapeyronnie, 1992). Sous les effets de la désindustrialisation et de la détérioration du marché de l'emploi, ce quartier a été touché par les processus conjoints de désaffiliation à la condition ouvrière. Tandis que le trafic de drogues et les incivilités se multipliaient, le lien social s'est progressivement délité, comme en atteste la fin de l'organisation de la fête annuelle de la Cité par la cellule communiste du quartier au milieu des années 1990.

Sur le plan démographique, les familles d'origine immigrée en provenance des pays du Maghreb se sont peu à peu substituées aux familles ouvrières. De fait, dans ce quartier le renouvellement générationnel se double d'un renouvellement ethnique. Si aujourd'hui la moitié des actuels électeurs est originaire d'un pays non membre de l'Union européenne, cette proportion atteint 70% chez les moins de 40 ans, contre seulement 10% chez les plus de 60 ans. Les changements intervenus dans la composition socioethnique du quartier ont induit des transformations en termes d'assignations identitaires (Hamidi, 2010). Dans les raisonnements des différents groupes de résidents, le clivage ethnique s'est en effet peu à peu substitué au clivage de classe (Braconnier et Dormagen, 2010).

Sur le plan politique, on a assisté à une réduction et à un vieillissement du réseau communiste. Tout au long des années 1980 et 1990, les militants communistes les plus jeunes et les plus dynamiques ont quitté la Cité pour s'installer dans le centre-ville. Des trois anciennes cellules communistes, une seule est restée en activité et accueille pour l'essentiel une majorité de femmes veuves, ce qui contraste avec le modèle de virilité autrefois attaché à la culture ouvrière. À l'époque de l'enquête, Danielle Jalouneix était la dernière conseillère municipale communiste à habiter la Cité. Elle accumulait différentes responsabilités politiques en tant que présidente du bureau de vote du quartier et présidente de

l'Amicale des locataires. Cette femme âgée d'une soixantaine d'années s'apparentait à l'une des dernières figures de l'ancien modèle communautaire. D'un père cheminot et d'une mère couturière, elle vit dans la Cité depuis son enfance et y a d'ailleurs rencontré son mari également issu d'une famille ouvrière et aujourd'hui retraité de la petite fonction publique.

D'un point de vue électoral, le phénomène majeur est la progression spectaculaire du cens caché (Gaxie, 1978). Le bureau de vote de la Cité figure désormais parmi ceux les plus abstentionnistes de la ville. Les taux d'abstention sont particulièrement élevés pour les jeunes générations notamment aux élections locales. Parallèlement, l'assise communiste s'est considérablement réduite et se limite de plus en plus aux vieilles familles sympathisantes dont les derniers militants parviennent à domestiquer les suffrages. La progression constante de l'abstention tend toutefois à maintenir les derniers représentants communistes dans une certaine illusion de la domination.

Mais à l'inverse des espaces du centre-ville où l'autorité communiste s'est largement renouvelée, la transmission d'une affiliation politique intergénérationnelle favorable aux représentants communistes n'est guère en mesure de se perpétuer dans ce quartier. Plusieurs raisons expliquent cet hermétisme intergénérationnel. En effet, si les résidents les plus âgés sont le plus souvent issus du monde ouvrier, leurs descendants ont en revanche quitté la Cité quand ils l'ont pu, remplacés par des familles issues de l'immigration dont les enfants sont nés avec la nationalité française. De fait, les différentes générations cohabitant au sein de cet espace présentent des propriétés socioculturelles très contrastées. Tant les différences en matière de niveau de scolarisation que les inégalités dans l'intégration au marché du travail en attestent le plus distinctement. Entre ces différentes composantes du monde populaire, des oppositions fondées sur des incompréhensions réciproques se développent (Beaud et Pialoux, 1999).

Les rapports entre groupes générationnels sont souvent conflictuels dans le quartier. Cette opposition s'incarne autour de deux pôles antagonistes : les «jeunes de Cité» et les «vieux communistes» (Marlière, 2009). La figure de «petit maire de Cité»⁴ telle que l'incarne Danielle Jalouneix cristallise les oppositions. Le phénomène met au jour la crise de la représentation politique à l'échelle locale, comme le montrent les propos d'Adil.

Âgé de 22 ans, Adil Boudjema vit chez ses parents avec ses trois frères et sœurs. D'origine algérienne, la famille Boudjema réside dans la Cité Youri-Gagarine depuis le milieu des années 1980. À l'époque de l'enquête, Adil était à la recherche d'un emploi en tant qu'animateur auprès de la jeunesse.

4. L'expression est indigène et plutôt péjorative.

Jalouneix n'a jamais rien fait pour nous. Depuis qu'on est petits, le courant ne passe pas entre les jeunes et elle. Tout le monde sait que ça passe pas. Ça fait 22 ans que je la vois et je sais qu'elle ne connaît même pas mon prénom. Elle s'intéresse pas à nous, donc je vois pas pourquoi elle représenterait la Cité. Tout ce qu'elle fait, c'est pour ses copines. Une personne comme Mehdy Belabbas peut représenter la Cité. C'est quelqu'un qui s'occupe des jeunes comme des plus vieux. (Adil)

Pour une majorité de jeunes, on observe une intériorisation d'une division de l'espace public en fonction de l'appartenance générationnelle. Alors qu'elle présentait dans le passé un pouvoir de fédération, l'étiquette communiste est devenue clivante. Selon Adil, le réseau d'interconnaissances communistes fonctionnerait uniquement au bénéfice d'un entre-soi générationnel. Ceci vient nourrir un sentiment d'injustice où se confrontent des groupes en opposition, comme en témoigne l'usage des pronoms «on», «nous», «eux». Dès son plus jeune âge, Adil a été socialisé à cette opposition intergénérationnelle et l'a largement intériorisée. Pour ces jeunes, elle est en mesure de constituer une grille de lecture donnant du sens à leurs expériences et parcours de vie à Ivry, collectivement vécus et interprétés entre pairs. Adil clôt son propos sur la plus grande légitimité intergénérationnelle que représenterait Mehdy Belabbas à travers une mise en comparaison particulièrement révélatrice de la concurrence des légitimités politiques selon les différentes générations d'appartenance.

PORTE-PAROLE POLITIQUE D'UNE GÉNÉRATION

La famille Belabbas s'est installée dans la Cité Youri-Gagarine en 1982 avec leurs deux jeunes fils : Idriss, né en 1976, et Mehdy, né en 1978. Le père et la mère étaient respectivement ouvrier dans l'industrie automobile et employée dans une entreprise publique de transport. À l'inverse de ses parents qui ont toujours conservé la nationalité algérienne, Mehdy et son frère aîné sont nés avec la nationalité française et les droits politiques attachés à celle-ci.

Depuis ses toutes premières années de maternelle dans l'école publique située en bas de la Cité jusqu'à la sortie du lycée, Mehdy a effectué toute sa scolarité dans les différents établissements publics d'Ivry-sur-Seine comme la grande majorité des jeunes de son quartier. Il a ensuite poursuivi des études universitaires à l'issue desquelles il a obtenu une maîtrise en administration économique et sociale en 2003⁵. Au sortir de l'université, il a effectué plusieurs vacations d'enseignants à l'Éducation nationale et assuré quelques missions d'animateur

5. Il s'agit d'une formation pluridisciplinaire intégrant une dimension professionnalisante et proposant des débouchés très variés tant dans la fonction publique que dans le secteur privé.

social à la mairie d'Ivry. Lors de l'enquête, il occupait un poste d'éducateur à la Protection judiciaire de la jeunesse au Tribunal de grande instance de Bobigny⁶.

En 2001, avec deux autres jeunes de la Cité, Karim et Djamel, Mehdy a fondé l'association Citoyens à part entière (CAPE sur Ivry) et en est rapidement devenu le responsable. Composée d'une trentaine de membres, l'association regroupe essentiellement des jeunes du quartier. L'initiative témoigne de la vitalité de cette forme de participation politique parmi les jeunes générations issues de l'immigration maghrébine (Jazouli, 1986 ; Césari, 1993). Depuis 2003, l'association occupe le local du rez-de-chaussée de la Cité. Bien que ce local soit censé être à la disposition de l'ensemble des résidents de la Cité, Mehdy se l'est largement approprié, à tel point qu'en 2007 il a été ajouté à son entrée un panneau arborant en grandes lettres le nom de l'association. Ce local où Mehdy précise avoir installé son « bureau » institutionnalise sa présence au cœur du quartier.

L'association s'est donné comme objectif de contribuer à la restauration du lien social dans le quartier en s'adressant notamment aux plus jeunes générations, comme le suggère l'extrait de la brochure présentant ses missions :

Il s'agit pour nous de recréer du lien social dans la Cité, d'améliorer nos conditions de vie et de valoriser les actions citoyennes des jeunes du quartier en privilégiant les champs socioculturel, sportif, artistique et économique. [...] CAPE sur Ivry contribue à faire des Ivryens des acteurs de leur quotidien et favorise leur implication active dans la vie locale et leur propre devenir.

C'est dans ce contexte que l'association propose différentes activités destinées aux jeunes du quartier : soutien scolaire, espace informatique et internet, organisation de débats publics, notamment sur la question des discriminations raciales, soutien de projets artistiques et culturels. La première des activités à avoir été mise en place et à connaître un large succès est l'organisation de matchs de football dans le gymnase du quartier. Cette activité sportive hebdomadaire réunit le plus de participants âgés de « 16 à 40 ans »⁷. Cette délimitation extensive des bornes de la jeunesse exprime le caractère massif d'une génération touchée par le recul du départ du domicile parental consécutif à une plus difficile intégration socioprofessionnelle (Gaymu et Parant, 1996).

En fréquentant régulièrement le quartier Youri-Gagarine, on prend vite la mesure de la notoriété de Mehdy. On le croise souvent aux abords du « café portugais », serrant la main à plusieurs autres jeunes, s'arrêtant parfois pour « jouer au baby-foot avec les copains ». Les échanges spontanés qu'il a avec les uns et les autres suggèrent qu'il est autant connu qu'apprécié. Finalement,

6. Située dans le département de la Seine-Saint-Denis, Bobigny est un autre bastion historique du PCF en banlieue parisienne (Fourcaut, 1986).

7. Extrait de la brochure.

comme le faisaient autrefois les militants communistes de cette Cité, il occupe les principaux lieux stratégiques de sociabilité (Noiriel, 1986 : 196-201).

Pour beaucoup de jeunes, Mehdy est une référence. Il est en effet régulièrement sollicité sur tout un ensemble de préoccupations ordinaires rencontrées par les jeunes de sa génération tant en matière administrative, juridique, scolaire que professionnelle. D'ailleurs, lors de l'enquête, son association accueillait pour un stage quatre étudiants. Tous étaient des jeunes issus de l'immigration africaine et vivaient en banlieue parisienne, dont deux plus précisément dans la Cité Youri-Gagarine. L'interconnaissance de Mehdy a été décisive dans l'obtention de ce stage.

Si l'activité de l'association s'adresse prioritairement aux jeunes du quartier, l'image de respectabilité qu'elle a acquise tient aussi au fait qu'une de ses missions est de « recréer un dialogue intergénérationnel dans la Cité⁸ ». Les actions de l'association ont d'ailleurs fait la démonstration de ses capacités à restaurer le lien social à l'échelle du quartier. Ainsi, en collaboration avec les services municipaux, l'association a remis au goût du jour la fête annuelle de la Cité après plus de dix années d'absence.

Simultanément à la création de l'association CAPE sur Ivry, Mehdy a fondé avec deux jeunes hommes issus de l'immigration maghrébine une autre association à vocation plus directement politique : Convergence citoyenne ivryenne (CCI). À plus d'un titre, les deux organisations fonctionnent en tandem : objectifs politiques proches et superposition du réseau de membres et de sympathisants, dont la proximité amicale et familiale constitue le même canal d'adhésion⁹. Les deux acronymes mettent aussi l'accent sur la participation politique citoyenne inscrite dans le localisme (Césari, 1993 : 97).

Tout au long des années 2000, la structure politique créée par Mehdy a été la caisse de résonance à son discours d'hostilité à l'égard du pouvoir communiste ivryen. En effet, à maints égards, Mehdy exprime et capitalise les expériences négatives que nombre de jeunes de sa génération entretiennent à l'égard du communisme municipal. Les rapports d'inimitié politique avec les représentants communistes ivryens ont débuté avec la candidature d'une liste aux élections municipales de 2001. La composition de cette liste était à l'image de la génération de Mehdy. En effet, la moyenne d'âge des 45 candidats dépassait à peine 30 ans, conformément à ce qu'il est coutume d'observer pour les listes « *outsiders* » (Cartier *et al.*, 2010). Plus des deux tiers des candidats portaient un patronyme d'origine étrangère, dont une majorité maghrébine. Enfin, on y retrouvait une proportion élevée d'étudiants, d'animateurs, de travailleurs ou d'assistants

8. Extrait de la brochure.

9. Par exemple, le frère de Mehdy et les cofondateurs de CAPE sur Ivry étaient également membres de CCI.

sociaux, ces traits s'apparentant à la génération de la galère (Dubet, 1987) et du précariat (Hajjat, 2008 : 256).

En récoltant 4,6% des suffrages sur la ville, la liste de CCI a contribué à la mise en ballottage de la majorité communiste sortante¹⁰. Il ne lui a même manqué que quelques dizaines de voix pour obtenir un siège au conseil municipal. C'est au bureau de vote de la Cité Youri-Gagarine que cette liste a obtenu ses meilleurs résultats, avec 13% des suffrages. Dans seulement trois autres bureaux de la commune, la liste de CCI a obtenu des résultats comparables. Ces bureaux de vote correspondent à des quartiers d'habitat social dans lesquels se concentre une proportion importante de populations jeunes et issues de l'immigration.

En 2004, après être devenu président de CCI, Mehdy s'est porté candidat aux élections cantonales sur l'un des deux cantons de la ville toujours restés dans le giron communiste. Ses résultats ont une nouvelle fois révélé une influence dont l'épicentre se situe au quartier Youri-Gagarine. Si son score sur l'ensemble du canton est médiocre (3,6% des suffrages), au bureau de vote de la Cité, il se hisse à la deuxième position, avec 52 bulletins et 16,4% des suffrages. S'il ne parvient bien évidemment pas à lui seul à contrarier les mécanismes du cens caché qui amène une partie importante des électeurs à se détourner de la participation électorale, Mehdy a bénéficié d'une relative autorité pour amener certains jeunes à voter en sa faveur.

Les propos d'Adil témoignent de cette *fides implicita* générationnelle favorable à Mehdy alors même que ces élections cantonales n'attirent d'ordinaire qu'un faible volume de participants, tout particulièrement parmi les jeunes. Le soutien d'Adil reposait essentiellement sur le lien de confiance et de familiarité fonctionnant indépendamment d'un intérêt plus aigu pour la politique :

J'avais voté Mehdy. Je le connais depuis que je suis tout petit. Maintenant, je connais pas son programme, mais je sais qu'il essaye d'aider les jeunes ici. C'est vraiment parce qu'il essaye de nous aider, il nous donne un coup de pouce, aux plus jeunes, même aux anciens de la Cité. C'est pour ça que j'ai voté pour lui. Il fait beaucoup de choses pour nous. C'est plein de petits trucs, il nous met en relation. (Adil)

C'est donc essentiellement sur l'interconnaissance que Mehdy fonde sa légitimité politique. Une preuve en a été fournie à l'occasion des dernières élections législatives de juin 2012¹¹. Mehdy s'était en effet à nouveau porté candidat sous l'étiquette du parti Europe Écologie Les Verts (EELV) qu'il avait rejoint quelque temps plus tôt. Une nouvelle fois, c'est au bureau de vote Youri-Gagarine qu'il a enregistré ses meilleurs résultats (17,8% des suffrages) tandis

10. Une précédente mise en ballottage avait eu lieu aux élections municipales de 1995. Avant cette date, la liste communiste était systématiquement élue dès le premier tour de scrutin depuis les années 1930.

11. À l'issue de ces élections, le député communiste sortant a perdu son siège après quatre-vingts années de domination communiste sur cette circonscription.

qu'à Ivry, il obtenait 8,1 %, et sur l'ensemble de la circonscription, 6,5 %. Pour cet événement, un nouveau dispositif d'enquête par questionnaires avait été mis en place à la sortie du bureau de vote de la Cité. Or il s'est avéré que son électorat était à l'image de Mehdy lui-même : jeune, diplômé, souvent issu de l'immigration maghrébine, majoritairement masculine et dont la famille est originaire du quartier. De plus, la moitié de ses électeurs déclaraient connaître personnellement Mehdy, contre 21 % pour le reste de l'électorat. Au demeurant, le recrutement de l'électorat de Mehdy Belabbas avait finalement peu en commun avec l'électorat d'Eva Joly quelques semaines plus tôt dans ce même quartier. Sur les 29 répondants aux questionnaires, seulement 2 ont déclaré avoir voté pour la représentante d'EELV lors de l'élection présidentielle. Le vote en faveur de Mehdy Belabbas a donc mobilisé bien plus sur la base de la sympathie personnelle que sur la proximité au parti politique dont il était le représentant. D'ailleurs, la propagande électorale jouait précisément sur ce registre. Plusieurs semaines après le scrutin, on retrouvait toujours placardés dans la ville des autocollants indiquant « Vas-y Mehdy ! ».

Mehdy s'est progressivement affirmé comme le porte-parole d'une génération d'Ivryens. C'est ainsi que l'on est en mesure de comprendre sa réaction à l'installation d'un jeune couple de militants communistes dans la Cité en 2005. Dans cette logique de concurrence intragénérationnelle, Mehdy fait valoir ses atouts en matière de sociabilité résidentielle. Ainsi, il compare sa notoriété à l'échelle de la Cité à celle de l'un des deux partenaires, fils d'un important responsable de l'appareil communiste en Île-de-France, qu'il (dé)considère comme une sorte de « parachuté ». Il cherche ainsi à démontrer que l'âge n'est pas synonyme de génération, ici entendue en tant que cohorte ayant partagé des expériences communes.

Ils ont envoyé deux jeunes des JC [Jeunesses communistes] ici à Gagarine dans l'espoir que ça en entraîne d'autres. Mais ça marche pas. Il n'y a qu'eux deux qui font baisser la moyenne d'âge de la cellule communiste. Moi, 80 % des gens qui sont dans la salle, je connais leur prénom déjà ! Lui, c'est pas le cas. Tous, ou presque, je les connais. On se tutoie. (Mehdy)

Mehdy se plaît ainsi à inscrire l'influence communiste dans un cycle politique que le renouvellement démographique viendrait précipiter. C'est ce qui lui permet de considérer qu'aujourd'hui les propositions formulées par les derniers militants communistes du quartier ne sont plus en phase avec les préoccupations et revendications de la jeunesse populaire. En exprimant ces clivages, Mehdy exploite la question d'une plus juste représentation politique.

Le communiste est un individu en voie d'extinction, en voie de disparition. En politique, c'est quelque chose de naturel. [...] Les communistes à Ivry ? Qu'est-ce qu'ils en ont à foutre les jeunes de la Cité ? ! Les mecs, ils vont lui répondre : « Tu me donnes quoi ? J'en n'ai rien à foutre de ce que tu racontes ! » (Mehdy)

INFRAPOLITIQUE DES GROUPES SUBALTERNES ET MISE EN
RÉCIT IDENTITAIRE

L'ensemble de l'entreprise politique de Mehdy s'est étroitement et intimement construite dans une logique d'opposition au pouvoir politique local incarné par les représentants communistes. À l'instar de ce qui a souvent motivé la constitution de candidature d'*outsiders* politiques dans ce type de territoire de l'ancienne banlieue rouge (Cartier *et al.*, 2010), les premières revendications politiques de Mehdy critiquaient essentiellement certaines pratiques des équipes communistes telles que la collusion entre l'appareil municipal et l'appareil partisan, le recours banalisé au clientélisme ou encore le manque d'ouverture aux mouvements sociaux portés par les acteurs issus de l'immigration.

Les rapports d'inimitiés à l'égard des représentants communistes étaient d'autant plus forts que Mehdy s'est toujours clairement positionné à gauche sur le champ politique¹². Si la plupart des communistes rencontrés reconnaissent le bien-fondé des activités associatives de l'équipe de jeunes bénévoles autour de Mehdy, ils craignent dans le même temps de voir sa légitimité sociale se muer en légitimité politique et que ceci n'entame davantage une autorité communiste déjà déclinante. Si les agents en position dominante ont intérêt au silence et à l'inactivité, le dominé cherche quant à lui, dans la mesure du possible, à remettre en cause l'ordre social et politique (Gaxie et Lehingue, 1984 : 40).

Mais au-delà des oppositions politiques aux représentants communistes, on remarque une homologie saisissante entre le travail militant employé par Mehdy et les modes de politisation et de fidélisation autrefois utilisés avec succès par le réseau communiste dans ce type de Cité populaire. Bien que placé dans une position toujours dominée et minoritaire comparativement à l'autorité communiste locale, Mehdy a repris pour son propre compte la fonction tribunitienne du PCF en faveur des classes populaires (Lavau, 1981), mais aussi des fonctions d'encadrement social. En somme, bénéficiant d'une structure d'opportunité politique et d'une structure d'opportunité discursive (Martin, 2010 : 87), ce jeune entrepreneur politique a produit un travail de retournement du stigmate attaché à une condition sociale et a ainsi contribué à la redéfinition d'une autochtonie politique en tant que capital reposant sur trois piliers : le familialisme, le localisme et la sociabilité directe (Retière, 1991).

L'usage que Mehdy a fait du local dédié à son association atteste de son travail de politisation souterraine destinée à une vaste partie des jeunes du

12. La préfecture avait classé ses différentes candidatures en tant que « divers gauche ». De même, Mehdy avait déclaré avoir voté en faveur d'Olivier Besancenot, le candidat de la Ligue communiste révolutionnaire lors de l'élection présidentielle de 2002. Après avoir publiquement soutenu la candidature du leader altermondialiste José Bové à l'élection présidentielle de 2007, Mehdy a rejoint Europe Écologie Les Verts, formation politique participant actuellement au gouvernement à majorité socialiste.

quartier. En plus d'y fixer ses différents rendez-vous politiques, le local est aménagé de manière à ce qu'il assoie une contre-culture politique. Il facilite l'entretien d'une mémoire politique propre à sa génération. Il en est allé de la référence aux propos tenus par l'ancienne adjointe au maire communiste chargée des Affaires sociales et elle-même issue d'une ancienne famille communiste de la ville dans le documentaire télévisé «Camarades, il était une fois les communistes français 1944-2004¹³.» L'élue y déclarait notamment :

Le dépotoir, je suis désolée de le dire comme ça, mais le dépotoir, c'est les villes communistes. C'est-à-dire que c'est dans les villes communistes où on met les immigrés.

Indigné par ces propos, réclamant des excuses publiques et la démission de l'élue, Mehdy avait à l'époque été un des organisateurs de la manifestation devant l'hôtel de ville. En tant que rite d'affrontement, cette manifestation puis sa constitution en «affaire» par l'action protestataire de Mehdy contribueront à cet antagonisme entre les élus communistes et les populations issues de l'immigration. Près de trois ans plus tard, dans le local de l'association, on peut lire sur un panneau ce message ironique : «Merci les communistes.» Au-dessus, inscrits au stylo, sont partiellement restitués les propos incriminés : «Les villes communistes sont un dépotoir. On ne reçoit que des immigrés.» De même, dans le «bureau» de Mehdy sont affichées deux photocopies d'articles de presse portant sur le dérapage verbal de l'élue. Par ce «Merci les communistes» à portée collective, Mehdy cristallise la conflictualisation entre les groupes indigènes de manière à rendre l'opposition incontournable (Bacot, 2003 : 12-13). En matière de politisation, le phénomène montre l'importance du «vecteur que constitue le sentiment d'injustice, médiatisé par l'identification à des groupes en présence. [...] Le sentiment de stigmatisation apparaît comme une ressource particulièrement forte pour s'impliquer et se positionner sur un clivage» (Duchesne *et al.*, 2003 : 119). Dans une certaine mesure, ce geste participe à la constitution d'une génération sociale en génération politique, autrement dit d'une génération «en soi» à une génération «pour soi».

Comparativement à l'état du patrimoine communiste largement replié sur la sphère domestique autour de sympathisants communistes majoritairement composés de femmes âgées, l'usage qui est fait du local montre le renversement des rapports de force intergénérationnels en matière d'autorité spatiale. En effet, à travers l'occupation du local, c'est la nouvelle génération qui occupe désormais l'espace public et en fait une plateforme de diffusion orientée vers la contestation de l'autorité politique traditionnelle. À défaut de pouvoir s'adonner à une activité politique ouverte, le local permet de confiner la résistance à «des réseaux informels de parenté, de voisinages, aux cercles d'amis et aux

13. Documentaire d'Yves Jeuland, 2004.

membres de la communauté» (Scott, 2009 : 217). Ainsi, l'usage de l'espace public reste, dans cet espace populaire, le support essentiel des processus conjoints de production de collectifs et de production des significations politiques (Céfaï, 2001 : 93-116).

Ce travail de politisation se double d'une autorité poussant à la mobilisation. Les différents rendez-vous électoraux sont pour Mehdy l'occasion de faire la démonstration de son influence sur la participation électorale des jeunes. À partir d'un diagnostic plutôt pertinent des micropressions environnementales encourageant inégalement la participation électorale selon les différentes lignées familiales, Mehdy a instauré de manière informelle le vote en groupe. Il est ainsi à l'initiative de rites collectifs produisant un certain conformisme social en matière politique.

J'ai remarqué que la plupart des gens, ils votaient en famille, ils y allaient avec leurs parents ou leurs frères et sœurs. Ça incite les gens à aller voter. Mais pour nous, c'est pas comme ça. La plupart de nos parents, ils votent pas, donc c'est plus difficile. C'est pour ça qu'il faut les entraîner, les jeunes. Je leur dis : «Rendez-vous à 15 heures au local et on y va tous ensemble.» Fallait voir la tête qu'ils ont tirée au bureau quand on a débarqué à 30 jeunes la dernière fois ! (Mehdy)

Finalement, par un long travail de mise en récit, c'est une nouvelle autochtonie politique qu'a voulu faire reconnaître Mehdy. L'aménagement de son bureau de l'hôtel de ville renseigne précisément cette légitimité politique reliée à ses expériences collectives vécues à la Cité Youri-Gagarine. Juste au-dessus de son bureau, on peut voir accrochée une plaque de rue sur laquelle est gravée «Allée Gagarine». Mehdy dit l'avoir posée le jour de son installation officielle.

C'est des copains de la Cité qui m'ont offert ça dès que j'ai été élu. Gagarine, ça reste mon fief. Je dois tout à Gagarine. Gagarine, c'est une terre de conquête. (Mehdy)

Comme en attestent ses propos, l'autorité que se donne Mehdy se retrouve nécessairement sur le plan rhétorique. Sur la base de ses résultats électoraux, il n'hésite pas à proclamer la Cité comme son «fief», reprenant ainsi pour son propre compte les traits performatifs de la culture militante communiste (Hastings, 2001). Une autre plaque du même type est également disposée au mur. Sur celle-ci figure une date faisant référence à un événement particulièrement dramatique pour les immigrés algériens de la banlieue parisienne «Place du 17 octobre 1961¹⁴». En suscitant l'émotion par les symboles et les mythes, la martyrologie ajoute à la cohésion du groupe stigmatisé. Elle participe d'une

14. Le 17 octobre 1961, une répression a frappé une manifestation organisée par le Front de libération nationale. Lors des confrontations, plusieurs dizaines d'Algériens ont été tués. Certains ont été jetés dans la Seine. D'autres, internés dans des centres de détention, ont subi des violences durant plusieurs jours.

identification politique et d'une mobilisation d'un groupe générationnel formant désormais une composante majeure et potentiellement active au sein de ce type de quartiers populaires de l'ancienne banlieue rouge.

Mehdy met donc en avant cette autochtonie liée à une génération d'appartenance et poursuit son travail de mise en récit identitaire bien que sa situation personnelle ait significativement évolué depuis le début de son engagement. Comme un certain nombre de jeunes acteurs politiques des quartiers populaires issus de la « diversité » et ayant « réussi », il s'est en quelque sorte « classe-moyennisé » (Hajjat, 2008 : 255). Ainsi, il a quitté la Cité Youri-Gagarine et est devenu propriétaire d'un pavillon. Au même moment, il s'est marié, et a aujourd'hui deux enfants. Cette relative ascension sociale est bien différente de la situation de beaucoup de jeunes du quartier auprès de qui il a vécu. Sur le plan politique, son engagement a parallèlement évolué, puisqu'il a rejoint une organisation partisane d'envergure nationale au sein de laquelle il joue désormais un rôle de premier plan à Ivry. Bien qu'il soit toujours membre de CCI, il n'en est plus le président. Mehdy est néanmoins parvenu à faire pérenniser l'association CAPE, puisque sa présidence est aujourd'hui assurée par le jeune homme qui y avait effectué un stage et qui continue d'habiter le quartier.

Son évolution politique se trouve tiraillée entre d'un côté ses ambitions personnelles et, de l'autre, la genèse de sa légitimité. Changer de dimension politique implique un changement en termes d'étiquette qu'il peut être difficile de justifier auprès de ses plus fidèles soutiens. Ainsi, l'accord conclu au sein de la liste d'union menée par le PCF à l'occasion des élections municipales de 2008 avait suscité plusieurs désaccords au sein de CCI. Le carrefour dans lequel il est engagé est bien résumé par la remarque que faisait une ancienne militante ivryenne d'EELV : « Est-ce Mehdy qui va changer Les Verts ou bien Les Verts qui vont changer Mehdy ? »

* * *

La trajectoire sociopolitique de Mehdy Belabbas doit beaucoup à la (re) configuration du quartier Youri-Gagarine. À l'échelle locale, deux phénomènes conjoints ont contribué à lui offrir une opportunité politique. Il s'agit de la métamorphose de la question sociale conjugée à la crise d'autorité du Parti communiste français quotidiennement visible dans la conflictualité des relations concrètes et personnelles entre « vieux communistes » et « jeunes de Cité ». C'est ainsi que Mehdy a exploité un espace politique, au sens de *polis*, laissé vide par les communistes. Par un travail militant fondé sur la familiarité et orienté vers l'amélioration immédiate des conditions de vie des jeunes de son quartier, il a capitalisé politiquement une reconnaissance sociale. L'ensemble des actions politiques et discursives de Mehdy se sont attachées à faire apparaître un « nous » prenant appui sur les clivages préexistants en même temps qu'elles les ont structurés. Bien que modeste si on la compare au mode de mobilisation des

milieux ouvriers par la matrice communiste, le modèle emprunté par son entreprise politique alimente la réflexion sur les conditions de la politisation et de la mobilisation politique en milieu populaire. En effet, si le profil sociologique des milieux populaires a considérablement changé dans ce type de quartier, il n'en reste pas moins que les mécanismes de reconnaissance et de délégation à l'égard de représentants politiques fonctionnent essentiellement sur la base d'une proximité sociale.

Il semble toutefois qu'après avoir pu tirer un avantage politique des conditions sociales et politiques proposées par ce quartier populaire, Mehdy Belabbas voit rapidement sa rentabilité politique se réduire pour qui veut progresser au sein du champ politique. À l'inverse de ce qu'était parvenu à réaliser le PCF dans ce type de ville populaire plusieurs décennies durant, le mouvement porté par ce jeune homme n'a absolument pas les moyens de contrer durablement et efficacement la dévalorisation de ce type d'espace, y compris sur le plan local. En somme, le cas montre qu'il constitue bien plus un tremplin qu'une véritable assise politique fonctionnant de façon pérenne.

RÉSUMÉ | ABSTRACT

Cet article analyse la trajectoire sociopolitique d'un acteur issu de l'immigration algérienne en France à partir d'une enquête de type ethnographique menée dans une ancienne Cité de la «banlieue rouge», autrefois haut-lieu de l'identité ouvrier-communiste. À travers un engagement associatif doublé d'une intervention dans le champ politique local, l'entreprise conduite par ce jeune homme tout au long de la décennie 2000 éclaire les fondements éminemment sociaux de sa légitimation politique. C'est en effet au plus près des réseaux de sociabilités générationnelles qu'il est parvenu à politiser tout un pan des nouveaux milieux populaires en situation de désaffiliation à l'égard de l'ordre sociopolitique traditionnel.

This paper analyses the sociopolitical development of an Algerian immigrant in France based on an ethnographic survey conducted in a onetime housing project in Paris's "red suburbs," a former epicentre of worker-Communist identity. Through community involvement on top of local political activity, the actions of this young man throughout the first decade of the 2000s shed light on the eminently social foundations of his political legitimization. It was through close contact with cross-generational sociability networks that he was able to politicize a wide swath of the new working class areas alienated from the traditional social and political order.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABÉLÈS, Marc. 1989. *Jours tranquilles en 89. Ethnologie politique d'un département français*, Paris, Odile Jacob.
- AVANZA, Martina. 2010. «Qui représentent les élus de la «diversité»? Croyances partisans et points de vue de «divers»», *Revue française de science politique*, 60, 4 : 745-767.
- BACQUÉ, Marie-Hélène et Sylvie FOL. 1997. *Le devenir des banlieues rouges*, Paris, L'Harmattan.

- BACOT, Paul (dir.). 2003. *L'animal en politique*, Paris, L'Harmattan.
- BEAUD, Stéphane et Michel PIALOUX. 1999. *Retour sur la condition ouvrière : enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard.
- BÉRÉNI Laure et Alexandre JAUNAIT. 2009. «Les usages de la diversité», *Raisons politiques*, 35, 3 : 5-10.
- BRACONNIER, Céline et Jean-Yves DORMAGEN. 2007. *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation en milieu populaire*, Paris, Gallimard.
- BRACONNIER, Céline et Jean-Yves DORMAGEN. 2010. «Le vote des cités est-il structuré par un clivage ethnique?», *Revue Française de Science Politique*, 60, 4 : 663-689.
- CARTIER, Marie, Isabelle COUTANT, Olivier MASCLLET et Yasmine SIBLOT. 2010. «Promotion et marginalisation des candidats de la «diversité» dans une commune de la banlieue parisienne», *Politix*, 91, 23 : 179-205.
- CEFAÏ, Daniel. 2001. *Les cultures politiques*, Paris, PUF.
- CEFAÏ, Daniel. 2010. *L'engagement ethnographique*, Paris, EHESS.
- CÉSARI, Jocelyne. 1993. «Citoyenneté et acte de vote des individus issus de l'immigration maghrébine. Des stratégies politiques plurielles et contradictoires», *Politix*, 22 : 93-103.
- CORTÉSÉRO, Régis. 2012. *La banlieue change ! Inégalités, justice sociale et action publique dans les quartiers populaires*, Lormont, Le bord de l'eau.
- DUBET François. 1987. *La galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard.
- DUBET François et Didier LAPEYRONNIE. 1992. *Les quartiers d'exil*, Paris, Le Seuil.
- DUCHESNE, Sophie, Florence HAEGEL avec Céline BRACONNIER, Camille HAMIDI, Pierre LEFÉBURE, Sophie MAURER et Vanessa SHERRER. 2003. «Politisation et conflictualisation : de la compétence à l'implication», dans Pascal PERRINEAU (dir.). *Le désenchantement démocratique*, Paris, Éditions de l'Aube : 107-130.
- ÉLIAS, Norbert. 1991. *La société des individus*, Paris, Fayard.
- FASSIN, Éric et Didier FASSIN. 2006. *De la question sociale à la question raciale ?*, Paris, La Découverte.
- FOURCAUT, Annie. 1986. *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, PFNSP.
- GAXIE, Daniel. 1978. *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil.
- GAXIE, Daniel et Patrick LEHINGUE. 1984. *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, PUF.
- GAYMU, Joëlle et Alain PARANT. 1996. «Les débuts dans la vie active des jeunes immigrés et des jeunes d'origine étrangère», *Espaces-Populations-Sociétés*, 51, 2-3 : 439-455.
- GEISSER, Vincent et El Yamine SOUM. 2008. *Discriminer pour mieux régner. Enquête sur la diversité dans les partis politiques*, Paris, Éditions de l'Atelier.
- GOUARD, David. 2011. *La «Banlieue rouge» face au renouvellement des générations. Une sociologie politique des cités Maurice Thorez et Youri Gagarine à Ivry-sur-Seine*, Université Montpellier 1, thèse de doctorat de science politique.
- GOUARD, David. 2014. *La banlieue rouge. Ceux qui restent et ce qui change*, Lormont, Le Bord de l'eau.
- HAEGEL, Florence et Marie-Claire LAVABRE. 2010. *Destins ordinaires. Identités singulière et mémoire partagée*, Paris, PFNSP.

- HAJJAT, Abdellali. 2008. «Révolté des quartiers populaires, crise du militantisme et postcolonialisme», dans Ahmed BOUBEKKER et Abdellali HAJJAT, *Histoire politique des immigrations (post) coloniales. France 1920-2008*, Paris, Amsterdam : 249-264.
- HAMIDI, Camille. 2010. «Catégorisations ethniques ordinaires et rapport au politique. Eléments sur le rapport au politique des jeunes des quartiers populaires», *Revue Française de Science Politique*, 60, 4 : 719-743.
- HASTINGS, Michel. 2001. «Les filigranes du communisme français», in CEFĂÎ, Daniel, *Les cultures politiques*, Paris, PUF : 317-340.
- JAZOULI, Adil. 1986. *L'action collective des jeunes maghrébins de France*, Paris, CIEMI – L'Harmattan.
- LAVAU, Georges. 1981. *À quoi sert le Parti Communiste Français ?*, Paris, Fayard.
- MARLIÈRE, Éric. 2009. «Des «ouvriers communistes» aux «jeunes des cités» : histoire croisée de la non-reconstruction d'une demande sociale», dans Virginie ANQUETIN et Audrey FREYERMUTH. *La figure de «l'habitant». Sociologie politique de la «demande sociale* : 115-129.
- MARTIN, Denis-Constant (dir.). 2010. *L'identité en jeux. Pouvoirs, identifications, mobilisations*, Paris, Khartala.
- MASCLET, Olivier. 2003. *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute.
- MISCHI, Julian. 2010. *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Paris, Presses Universitaires de Rennes.
- NOIRIEL, Gérard. 1986. *Les ouvriers dans la société française. XIX^{ème}-XX^{ème} siècle*, Paris, Seuil.
- PASSERON, Jean-Claude et Jacques REVEL (dir.). 2005. *Penser par cas*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- RETIÈRE, Jean-Noël. 1991. «La sociabilité communiste, sanctuaire de l'identité communiste à Lanester», *Politix*, 13 : 87-93.
- SCOTT, James C. 2009. *La domination et les arts de la résistance. Fragment du discours subalterne*, Paris, Amsterdam.
- SIMON, Patrick et Angélique ÉSCAFRÉ-DUBLET. 2009. «Représenter la diversité en politique : une reformulation de la dialectique de la différence et de l'égalité par la doxa républicaine», *Raisons politiques*, 35, 3 : 125-141.
- SIMON, Michel. 1964. «Les attitudes politiques ouvrières dans le département du Nord», *Cahiers internationaux de sociologie*, 36 : 57-74.